



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mercredi 21 février 2024

Politique étrangère et de sécurité .....	2
La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen en Inde .....	2
La ministre de l'Agriculture Sari Essayah à la réunion ministérielle des pays nordiques et baltes en Lituanie .....	2
Selon le ministre Ville Tavio, la Finlande accorde à Gaza cinq millions d'euros d'aide humanitaire .....	2
Aide humanitaire de la Finlande face aux crises mondiales majeures .....	2
Intérieur .....	3
La ministre de l'Intérieur Rantanen et la ministre suédoise de l'Immigration Malmer Stenergard se sont rencontrés en Finlande .....	3
Le gouvernement prépare à la hâte une loi sur les frontières qui touche même au droit constitutionnel .....	4
Projet du gouvernement de durcissement des dispositions sur la protection internationale .....	5
Migri prépare un nouveau centre de détention à Vantaa .....	6
Défense .....	6
Les Finlandais rêvent d'un sous-commandement de l'OTAN en Finlande. De quoi s'agit-il ? .....	6
Les places dans la formation au service civil complémentaire commencent à manquer .....	7
Union européenne .....	7
Editorial .....	7
Le projet européen de paix est devenu un projet de guerre et le pouvoir au sein de l'Union européenne se déplace d'ouest en est .....	7
Elections européennes .....	8
Maria Ohisalo candidate pour les Verts .....	8
Politique intérieure .....	9
Les Vrais Finlandais en hausse, le parti populaire suédois à un niveau historiquement bas .....	9
Le soutien du Rkp tombe à un niveau historiquement bas – la présidente défend toujours ses décisions controversées .....	10
Sondage auprès des Finlandais : quelles sont les mesures du marché du travail les plus acceptables parmi celles proposées par le gouvernement .....	10
Afflux de demandes d'allocations à la principale caisse de chômage .....	11

## **Politique étrangère et de sécurité**

### **La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen en Inde**

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen se rendra à New Delhi les 21 et 22 février. Elle participe à la plus importante conférence de politique étrangère et de sécurité de l'Inde, le Raisina Dialogue. La visite a lieu dans le cadre de la coopération entre les pays nordiques et baltes (NB8). Valtonen rencontrera le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, lors d'un déjeuner de travail avec les ministres des pays nordiques et baltes. Ils discuteront de l'état actuel des relations entre les pays, des opportunités de coopération future et des questions internationales d'actualité.

Cette année, la Finlande et l'Inde célèbrent le 75e anniversaire de leurs relations diplomatiques. L'objectif de la visite est de renforcer les relations bilatérales, d'insister sur les questions de politique étrangère et de sécurité importantes pour la Finlande et de contribuer au débat international sur la politique étrangère et de sécurité lors du dialogue Raisina.

« L'Inde consolide continuellement sa position sur la scène internationale. Il est clair que l'Inde jouera un rôle clé dans la résolution de nombreux défis mondiaux, par exemple dans la défense du système international fondé sur des règles et dans la lutte contre le changement climatique. La présence conjointe des pays nordiques et baltes au Dialogue Raisina de cette année renforce les messages importants pour la Finlande dans l'un des lieux de croissance les plus importants au monde », a déclaré Valtonen.

Lors du Dialogue Raisina, Valtonen prendra la parole lors d'une table ronde de haut niveau sur la coopération dans l'Arctique et participera à un débat sur la politique de sécurité. Les ministres présents à la conférence rencontreront également le Premier ministre indien Narendra Modi.

[https://valtioneuvosto.fi/-/ministeri-valtonen-vierailulle-intiaan?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/ministeri-valtonen-vierailulle-intiaan?languageId=en_US)

### **La ministre de l'Agriculture Sari Essayah à la réunion ministérielle des pays nordiques et baltes en Lituanie**

La ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah, participe à la réunion des ministres de l'Agriculture des pays nordiques et baltes (3+3) de l'Union européenne organisée à Trakai, en Lituanie, le 21 février 2024. Ces pays coopèrent étroitement dans les affaires européennes concernant l'agriculture. Une influence commune est importante pour les pays membres les plus petits et les plus septentrionaux. La réunion a été convoquée par le ministre lituanien de l'Agriculture, Kęstutis Navickas.

Le thème de la réunion ministérielle est les défis posés par les conditions agricoles septentrionales et leur prise en compte dans la législation européenne.

La réunion offre aux ministres l'occasion de discuter également d'autres questions d'actualité, comme l'initiative de la commission visant à modifier le statut de protection du loup.

<https://valtioneuvosto.fi/-/1410837/ministeri-essayah-pohjois-ja-baltian-maiden-ministerikokoukseen-liettuaan>

### **Selon le ministre Ville Taviö, la Finlande accorde à Gaza cinq millions d'euros d'aide humanitaire**

La Finlande accorde cinq millions d'euros de nouvelle aide humanitaire pour la crise de Gaza, a déclaré le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Taviö (ps) sur son compte X. L'aide est accordée pour aider les civils par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de l'alimentation (PAM) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à partir de fonds déjà inscrits au budget pour 2024.

Le montant est le même que celui de l'aide prévues pour l'UNRWA et qui a été suspendue.

HS

### **Aide humanitaire de la Finlande face aux crises mondiales majeures**

Les décisions d'aide humanitaire du ministère des Affaires étrangères prises au début de l'année mettent l'accent sur l'Ukraine et la plus grande crise de réfugiés au monde. Le montant de l'aide humanitaire accordée s'élève à 63 millions d'euros.

La Finlande fournit son aide humanitaire par l'intermédiaire des agences des Nations Unies, du Mouvement de la Croix-Rouge et des organisations de la société civile finlandaise.

« Les décisions de financement mettent l'accent sur l'aide d'urgence urgente et vitale. Outre les plus grandes crises humanitaires, le programme d'aide prend en compte la nécessité de répondre aux crises sous-financées et qui s'aggravent rapidement dans le monde », a déclaré le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavio.

Le ministère accorde désormais un total de 36,5 millions d'euros d'aide humanitaire spécifique à chaque pays et région. L'Ukraine reste le principal bénéficiaire de l'aide humanitaire, avec neuf millions d'euros alloués au titre du poste budgétaire « Soutien à l'Ukraine ».

L'aide à l'Ukraine sera acheminée par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Au Moyen-Orient, la Finlande soutient l'opération du PAM à Gaza et en Cisjordanie ainsi que l'opération du CICR en Israël, à Gaza et en Cisjordanie à hauteur de cinq millions d'euros. En outre, la Finlande fournit une aide en Afrique de l'Est et au Sahel, à la Syrie et à ses régions voisines ainsi qu'au Yémen et à l'Afghanistan.

Outre une aide spécifique à un pays ou à une région, la Finlande accorde des subventions générales discrétionnaires, basées sur des accords pluriannuels, aux organisations humanitaires internationales. Cette année, la somme allouée à cet effet s'élève à 34,5 millions d'euros, dont 26,5 millions d'euros sont déjà versés. Des subventions générales sont accordées pour maintenir la capacité opérationnelle des organisations humanitaires tout au long de l'année, afin qu'elles puissent répondre à des crises soudaines et gérer des crises humanitaires qui n'attirent pas l'attention internationale. La Finlande accorde des subventions générales au Programme alimentaire mondial (PAM), au Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), au Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et au Bureau des Nations Unies pour les réfugiés. Réduction des risques de catastrophe (UNDRR). Par ailleurs, des crédits ont été alloués à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Cependant, la Finlande a suspendu le financement de l'UNRWA en raison de liens présumés avec des terroristes. Les paiements sont suspendus jusqu'à ce que les résultats des enquêtes soient connus.

Au total, 103 millions d'euros ont été alloués à l'aide humanitaire dans le budget du ministère des Affaires étrangères pour 2024. Outre les décisions prises hier, des préparations sont en cours pour un financement humanitaire fourni par des organisations finlandaises. Le reste du financement humanitaire sera accordé plus tard dans l'année.

[https://valtioneuvosto.fi/-/suomelta-humanitaarista-apua-maailman-suuriin-kriiseihin?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/suomelta-humanitaarista-apua-maailman-suuriin-kriiseihin?languageld=en_US)

## **Intérieur**

### ***La ministre de l'Intérieur Rantanen et la ministre suédoise de l'Immigration Malmer Stenergard se sont rencontrés en Finlande***

La ministre suédoise de l'Intérieur, Mari Rantanen, et la ministre suédoise chargée de l'immigration et de l'asile, Maria Malmer Stenergard, se sont rencontrées le 20 février en Finlande. Les ministres se sont rendus à la frontière orientale de la Finlande et ont eu un aperçu de la situation de l'immigration instrumentalisée à la frontière orientale.

«Aujourd'hui, ma collègue suédoise, Malmer Stenergard, a vu concrètement de ce qui se passe réellement à la frontière orientale de la Finlande. L'immigration instrumentalisée ne concerne pas des personnes dans le besoin qui demandent l'asile, mais la Russie les utilise comme un outil de pression. Cette pression vise à affecter la sécurité et la stabilité de la Finlande et de l'UE », a déclaré Rantanen.

« Avec Malmer Stenergaard, nous sommes d'accord sur le fait que l'Union européenne dans son ensemble doit envoyer à la Russie un message clair indiquant que sa tentative de déstabiliser la Finlande et l'UE échouera », a-t-elle ajouté.

Les ministres ont aussi discuté de la réforme de la politique d'immigration et d'asile (pacte) de l'UE et d'autres questions liées à l'immigration, telles que les retours et la coopération avec les pays tiers.

« Les pays nordiques ont déjà intensifié leur coopération en matière de retour. La Finlande et la Suède sont confrontées à des défis similaires en matière de retour et, dans ce domaine également, nous nous efforçons de trouver des solutions tant au niveau de l'UE que dans le cadre de la coopération entre les pays nordiques », a déclaré Rantanen.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sisaministeri-rantanen-ja-ruotsin-maahanmuuttoministeri-malmer-stenergard-tapasivat-suomessa?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sisaministeri-rantanen-ja-ruotsin-maahanmuuttoministeri-malmer-stenergard-tapasivat-suomessa?languageld=en_US)

### ***Le gouvernement prépare à la hâte une loi sur les frontières qui touche même au droit constitutionnel***

Le gouvernement a l'intention de renforcer rapidement la législation relative à l'entrée de la frontière orientale, et le projet pourrait également impliquer des mesures qui sont contraires à la constitution.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé hier son projet (voir revue de presse du 20 février) qui pourrait être transmis au Parlement dès le mois de mars. L'objectif est de « lutter contre l'instrumentalisation de l'immigration ».

Helsingin Sanomat a demandé à la ministre de l'Intérieur Rantanen si le nouveau projet de loi est lié à l'arrivée du printemps et la crainte de la venue de migrants à la frontière orientale.

"La situation change lorsque le temps change", a répondu Rantanen. "Il existe des exemples aux frontières baltes et polonaises montrant que la situation peut devenir plus difficile."

Rantanen a commenté le projet mardi lors de la conférence de presse tenue avec la ministre suédoise Maria Malmer Stenergard.

Stenergard a promis que la Suède était prête à envoyer un soutien à la frontière finlandaise, par exemple sous forme de personnel, si un tel besoin s'en faisait sentir.

On ne sait pas exactement quel type de loi pourrait s'opposer à ceux qui franchissent les frontières terrestres. Si un nouvel arrivant déclare à la frontière qu'il demande l'asile, sa demande doit être traitée conformément au droit international.

Selon Rantanen, le projet de loi doit sopeser différents droits fondamentaux. Toutefois, selon elle, le droit international ne doit pas s'opposer à la sécurité nationale.

Le ministère doit donc tenir compte du fait que le projet pourrait être contraire à la constitution.

Conformément à l'article 73 de la Constitution, des amendements ou des exceptions limitées peuvent être apportés à la Constitution. Amender la constitution ou autoriser une telle exception nécessiterait un vote au Parlement à la majorité des cinq sixièmes (ou deux votes lors de deux législatures distinctes).

La présidente du groupe de travail Sanna Palo affirme que le changement de loi ne concerne pas les demandeurs d'asile en général, mais les situations dans lesquelles « la Russie cible la Finlande avec un entrée instrumentalisée de manière sérieuse ».

L'instrumentalisation signifie que la Russie instrumentalise des personnes en quête d'asile ou d'une vie meilleure pour déstabiliser la Finlande désormais membre de l'OTAN. Cela se produit de telle sorte que la Russie délivre des visas aux nouveaux arrivants, les conduit à la frontière au moyen du service de sécurité FSB et ne leur demande pas de fournir les documents nécessaires à traverser la frontière.

La situation est actuellement traitée en utilisant l'article 16 de la loi sur les gardes-frontières qui permet au gouvernement de fermer les postes frontaliers pour une période déterminée ou indéfiniment si cela est nécessaire pour la sécurité nationale. C'est ce qu'a fait la Finlande.

"Maintenant, nous essayons de trouver un outil plus efficace qui empêcherait la Russie de pouvoir faire venir des gens jusqu'à la frontière comme elle le souhaite", explique Palo.

"Des situations difficiles doivent être envisagées à l'avance. Par exemple, avec l'arrivée du printemps la situation à la frontière orientale peut évoluer de telle sorte qu'il n'y a pas de solution pour la gérer avec les moyens existants", dit-elle.

Le ministère a déjà envisagé des alternatives. Cependant, Palo ne veut pas encore en parler.

Est-ce que l'on envisage la fermeture permanente de la frontière orientale ?

"Je ne le vois pas de cette façon moi-même. Plus les moyens sont durs, plus ils doivent être limités dans le temps", dit Palo.

Dans le débat public, on a parlé de la procédure de « push back », c'est-à-dire du refoulement physique des nouveaux arrivants. Palo rappelle que le refoulement n'est pas un concept juridique.

"Chacun comprend cela à sa manière", explique Palo.

Repousser physiquement les demandeurs d'asile qui traversent les forêts serait difficilement conciliable avec le droit international. "La Finlande est un Etat de droit. Ici, les choses sont décidées par la loi, et c'est une bonne chose", déclare Palo.

Mardi, la ministre de l'Intérieur Rantanen a déclaré qu'elle ne prenait pas position sur le contenu du projet de loi.

HS

### ***Projet du gouvernement de durcissement des dispositions sur la protection internationale***

Le ministère de l'Intérieur a envoyé pour commentaires un projet de modification législative qui réduirait la durée des permis de protection internationale au minimum autorisé par la directive « qualification ». Les avis sont attendus pour le 12 mars 2024.

Le projet du ministère de l'Intérieur contribuerait à mettre en œuvre le programme gouvernemental en ce qui concerne l'introduction de dispositions plus strictes en matière de protection internationale dans le cadre permis par la directive « qualification » qui prévoit des dispositions sur les motifs d'octroi d'une protection internationale.

Selon le projet, le premier permis de séjour fondé sur le statut de réfugié serait désormais valable trois ans au lieu de quatre actuellement. La durée de prolongation du permis serait elle aussi ramenée de quatre ans actuellement à trois ans. Un permis de séjour sur la base de la protection subsidiaire serait délivré pour un an au lieu des quatre ans actuels. Un permis prolongé basé sur la protection subsidiaire serait délivré pour deux ans au lieu de quatre ans actuellement.

Les changements prévus permettraient de procéder à des évaluations plus fréquentes de la nécessité de maintenir la protection internationale conformément au programme gouvernemental. Les conditions de délivrance d'une prolongation des permis seraient également renforcées et clarifiées.

Le projet du ministère de l'Intérieur modifierait également les dispositions relatives à la fin et à la révocation du statut de protection internationale d'une personne, comme le permet la directive qualification. À l'avenir, il sera également possible de mettre fin au statut de protection internationale d'une personne une fois qu'elle a obtenu ce statut. Cela pourrait être fait en appliquant des clauses d'exclusion. Par exemple, il sera possible à l'avenir de mettre fin au statut de protection internationale déjà accordé lorsqu'il existe des raisons de soupçonner qu'une personne bénéficiant du statut de protection internationale a commis un crime de guerre ou un acte qui viole les buts et principes de la charte des Nations Unies.

Le statut de réfugié peut également prendre fin si l'étranger peut être considéré comme un danger pour la sécurité nationale ou s'il a commis un crime particulièrement grave et constitue donc un danger pour la société. Une personne pourrait également se voir refuser le statut de réfugié pour ces motifs.

Un permis de séjour au titre de la protection subsidiaire pourrait être refusé à l'avenir si l'étranger est considéré comme mettant en danger la sécurité nationale. Le permis pourrait également être refusé si la personne avait quitté son pays d'origine uniquement pour éviter des sanctions pénales. Le principe de non-refoulement ne sera pas violé. Le ministère de l'Intérieur propose de nouveaux motifs d'octroi de permis de séjour temporaires dans les situations où le statut de protection internationale d'une personne prend fin ou est révoqué ou où une personne ne se voit pas accorder le statut de réfugié mais où elle ne peut pas être expulsée du pays parce qu'elle est sous la menace de peine de mort, torture, persécution ou tout autre traitement portant atteinte à la dignité humaine. Un permis de séjour temporaire garantirait les droits minimaux dont la personne doit bénéficier en vertu de la directive « qualification » lorsqu'elle réside en Finlande.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/esitys-kansainvalisen-suojelun-tiukennuksista-lahti-lausuntokierrokselle?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/esitys-kansainvalisen-suojelun-tiukennuksista-lahti-lausuntokierrokselle?languageld=en_US)

### ***Migri prépare un nouveau centre de détention à Vantaa***

L'office national de l'immigration Migri planifie la mise en place d'une nouvelle unité de « détention » à Vantaa. Il s'agirait d'une unité fermée qui servirait à héberger les personnes détenues au titre de la législation sur les étrangers et en attente d'être renvoyées de Finlande.

De nouveaux locaux sont nécessaires du fait que ceux de Metsälä à Helsinki ne sont plus adaptés. Le nouveau bâtiment prévu aurait une capacité d'accueil de 60 à 90 personnes.

HS/A19

## ***Défense***

### ***Les Finlandais rêvent d'un sous-commandement de l'OTAN en Finlande. De quoi s'agit-il ?***

Au cours de la semaine dernière, l'idée d'un sous-état-major des forces terrestres de l'OTAN en Finlande, a été mise en avant.

Le ministre de la Défense Antti Häkkinen a déclaré jeudi que la Finlande avait fait part à l'OTAN de sa volonté de confier à la Finlande un sous-état-major des forces terrestres, c'est-à-dire un niveau de commandement inférieur.

Le contexte est la réforme de l'OTAN dans une situation où de nouveaux membres viennent s'ajouter à l'alliance militaire : la Finlande et la Suède.

Selon Matti Pesu, chercheur à Upi-FIIA, il est possible que l'OTAN revienne lentement vers l'ancien modèle de la guerre froide, avec un échelon de commandement régional et, en dessous, des échelons subordonnés plus tactiques axés sur certaines armes (air-mer-terre).

Actuellement, la Finlande se situe, avec le Danemark et les pays baltes, par exemple, sous le commandement de Brunssum aux Pays-Bas, qui se concentre sur la mer Baltique. À l'avenir, la Finlande pourrait se trouver sous le commandement de Norfolk aux États-Unis.

"Il est le plus approprié pour l'OTAN sur le plan militaire que les pays nordiques, les États-Unis et la Grande-Bretagne relèvent du quartier général de Norfolk. C'est sur cette base que le sujet est constamment promu", déclare Janne Kuusela, directeur politique du ministère de la Défense.

Dans un tel sous-commandement quelques dizaines d'officiers planifieraient les activités de guerre des forces terrestres de l'OTAN en liaison avec une unité des forces de défense finlandaises.

Selon Kuusela, les plans de défense de la Finlande et de l'OTAN pourraient également être coordonnés au niveau hiérarchique inférieur.

Le niveau de commandement inférieur serait en mesure de diriger de grandes unités de forces terrestres sur le territoire finlandais si l'article 5 de l'OTAN était activé.

Pesu estime qu'il est essentiel pour la Finlande que le pays soit capable de diriger des unités nettement plus grandes que ce dont la Finlande est actuellement capable.

Pesu estime que les forces susceptibles de défendre la Finlande seraient construites sur la base de la coopération actuelle entre les pays et partenaires de l'OTAN. Il pourrait y avoir des troupes de Suède, de Norvège, de Grande-Bretagne et peut-être des États-Unis. Pesu fait référence à l'exercice *Nordic Response* du mois de mars, au cours duquel les pays et partenaires de l'OTAN mettent en pratique la capacité de l'alliance à déplacer des troupes vers le nord, dans les régions de Finlande, de Norvège et de Suède. "La division suédoise sera transférée sous commandement finlandais", dit-il.

Selon Pesu, le choix de localisation des états-majors inférieurs dépend en partie de l'influence du pays allié. "Néanmoins, la Finlande est clairement le plus grand acteur terrestre dans cette région. Il est peut-être dans l'intérêt de la Finlande que la Finlande ait une voix forte dans ce domaine", dit-il.

Selon Pesu, le plus important est de renforcer la capacité de commandement de l'OTAN.

Selon Pesu, la Finlande n'aurait probablement pas abordé ce sujet s'il semblait totalement improbable que les choses évoluent dans la direction souhaitée par la Finlande. Selon lui, il semble que la Finlande, la Suède et la Norvège en aient discuté et soient parvenues à un accord sur la division du travail.

"La Norvège est active dans le domaine de l'armée de l'air et souhaite un sous-commandement aérien depuis près d'un an et demi ou deux ans maintenant. Aujourd'hui, la Suède parle davantage d'opérations maritimes et de gestion des forces navales, et la Finlande s'oriente désormais vers celle des forces terrestres", explique Pesu.

HS

### ***Les places dans la formation au service civil complémentaire commencent à manquer***

Au cours du mois de février, le nombre de personnes quittant la réserve militaire a augmenté à tel point qu'il n'y a pas assez de places disponibles dans la formation complémentaire du service civil. La vague de démissions a commencé au début du mois de février, lorsque le Ministre de la Défense Antti Häkkinen a déclaré au magazine Kyrönmaa qu'il prendrait des mesures pour empêcher les démissions de la réserve.

Cette année, 1 435 réservistes ont quitté la réserve militaire, dont 1 200 au cours du mois de février. L'année dernière, 1 650 personnes ont démissionné de la réserve militaire.

Une personne qui quitte la réserve des forces armées devient astreinte au service civil. Elle doit suivre une formation complémentaire de remise à niveau de cinq jours, qui porte sur les mêmes sujets que la formation des personnes astreintes au service civil.

La personne qui quitte la réserve militaire peut demander une place dans une formation qui lui convient, appelée "service complémentaire". Si elle n'exprime pas de souhait, le centre de service civil l'affectera à un type de service. Cette affectation doit se faire dans les 12 mois suivant la date d'acceptation de la demande. Néanmoins, une fois que le bureau régional des forces armées a traité la demande de service complémentaire civil, la personne qui a quitté la réserve militaire est exemptée des obligations de réserve militaire. Ceci s'applique même pendant une situation d'urgence et même si la personne n'a pas eu le temps de suivre une formation complémentaire au service civil.

Le nombre de personnes quittant la réserve est aujourd'hui si élevé que les cours de formation complémentaire au service civil de cette année sont en grande partie complets. Environ 600 personnes ayant quitté la réserve militaire n'ont actuellement pas de place dans les cours complémentaires. Des efforts sont faits pour organiser plus de formations complémentaires.

Toutefois, on estime qu'il ne sera pas possible d'augmenter considérablement le nombre de formations cette année. Il sera peut-être possible d'acheter des formations auprès de fournisseurs externes. Il est également possible d'augmenter le nombre de places dans les groupes de formation déjà existant.

HS

## ***Union européenne***

### ***Editorial :***

### ***Le projet européen de paix est devenu un projet de guerre et le pouvoir au sein de l'Union européenne se déplace d'ouest en est***

L'Union européenne connaît une transition concernant son pouvoir politique en matière de sécurité : le poids géopolitique des pays baltes et des États membres de l'Europe centrale et orientale est accentué aux dépens des anciennes puissances occidentales de l'UE.

La raison en est la guerre en Ukraine. Cela a brisé l'illusion du projet de paix européen qui a désormais été remplacé par un projet de guerre européen, dont l'accent est mis sur le renforcement de l'industrie de défense, les investissements dans la défense, la capacité opérationnelle des armées des pays membres de l'UE et la coopération entre l'UE et l'OTAN.

Lors de la conférence de Munich sur la sécurité, à la fin de la semaine, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a proposé un commissaire à la défense aux pays d'Europe centrale et orientale. Cela se réalisera si von der Leyen voit son mandat prolongé.

Les élections européennes dans les États membres sont politiquement très asymétriques et diverses crises nous attendent.

Pour certains, la plus grande préoccupation est le changement climatique, pour d'autres, l'immigration, et rares sont ceux en Europe occidentale qui voient la guerre en Ukraine comme une menace existentielle au contraire, par exemple, de ceux des pays baltes. Pourtant, soutenir l'Ukraine et arrêter la Russie dominera l'agenda de la prochaine Commission européenne.

Le nombre de guerres dans le monde augmente et elles deviennent de plus en plus brutales. L'Europe n'est pas spectatrice dans la guerre à Gaza, l'escalade de la violence au Soudan ou dans les tensions à Taiwan.

Dans le même temps, les Américains sont de plus en plus réticents à sacrifier leurs soldats pour l'Europe. Le fossé entre les États-Unis et l'Europe accroît les risques géopolitiques de l'Europe.

L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN s'inscrit également dans le cadre du déplacement de la politique de sécurité européenne vers l'Est. La région nordique constitue un bloc à part entière, mais tous les pays frontaliers [de la Russie], de l'océan Arctique à la mer Noire, ont désormais de nombreux points communs.

Les pays baltes ont toujours su faire pression sur les autres pour leur faire comprendre la menace russe, mais ils sont eux-mêmes de petites puissances militaires. Pourtant, l'influence des pays baltes au sein de l'UE et de l'OTAN ne cesse de croître.

Toutefois, les clivages dans le soutien à l'Ukraine ne sont pas entre l'est et à l'ouest de l'UE, mais à l'intérieur des États membres. Et la guerre a divisé les pays de Visegrad. Le Premier ministre hongrois Orbán est resté proche de Poutine malgré la guerre, alors que les Polonais ont remplacé au pouvoir les dirigeants compréhensifs à l'égard des russes et hongrois.

Cela accroît le pouvoir du Premier ministre Donald Tusk au sein de l'UE.

La Bulgarie, la Slovaquie et la Roumanie comptent parmi les partisans quelque peu réticents de l'Ukraine. Cependant, ces pays prennent déjà conscience du fait qu'ils sont eux-mêmes responsables de l'avenir et des relations extérieures de l'UE.

Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont contourné de manière historique l'exigence de l'unanimité pour la prise de décision de l'UE et ont publié une déclaration commune des 26 États membres, sans la Hongrie, sur la situation à Rafah.

Lorsque l'UE s'est élargie il y a 20 ans aux anciens pays du bloc de l'Est, les gens vivaient dans l'illusion d'une paix éternelle. L'Europe ne pensait pas à des exigences de sécurité mais à la coopération. Mais le commerce et les gazoducs n'ont pas garanti la paix avec la Russie. Aujourd'hui, l'Ukraine est en guerre, tandis que la Moldavie, la Géorgie et les pays des Balkans occidentaux s'intègrent à l'Union de différentes manières, en dehors du cercle d'influence de la Russie.

Il est facile d'énumérer les erreurs commises par l'UE. Il est plus difficile de dire quoi faire maintenant. Une tentative de renforcer l'UE est la création du nouveau poste de commissaire à la défense. Un commissaire à la paix conviendrait tout aussi bien. Le principal est le résultat.

L'UE doit rester un projet de paix. Après la guerre, l'UE constituera toujours la pierre angulaire du nouvel ordre sécuritaire européen. D'ici là, cela nécessite un nouveau type de sacrifice. Il s'agit toujours de l'argent et des armes nécessaires à l'Ukraine pour se battre pour les autres.

HS

## ***Elections européennes***

### ***Maria Ohisalo candidate pour les Verts***

L'ancienne présidente des Verts et ancienne ministre de l'Intérieur et de l'Environnement, Maria Ohisalo, a annoncé sa candidature aux élections européennes.

Elle souhaite que les Verts puissent maintenir leurs trois sièges en 2024. Elle indique que la crise climatique et l'affaiblissement de la biodiversité nécessitent des solutions dépassant les frontières en Europe. Pour elle, les élections européennes seront décisives en ce qui concerne le fait de savoir si l'UE poursuivra la politique de transition verte ou bien si elle changera d'orientation.

Concernant les aides d'Etats, Ohisalo estime que la Finlande ne peut pas se permettre de verser des aides équivalentes à celles des grands Etats membres comme la France et l'Allemagne, ou les Etats-Unis, afin d'attirer des investissements industriels.

Au niveau européen, il faut veiller au bon fonctionnement du marché intérieur. La Finlande y réussira si les grands Etats membres ne déterminent pas seuls toutes les règles.

Ohisalo regrette que l'UE n'ait pas pu être un acteur aussi fort dans le conflit entre Israël et Gaza que dans celui concernant la guerre en Ukraine. Elle est favorable à la proposition de Josep Borrell de restreindre les exportations d'armement en Israël et n'exclut pas d'envisager des sanctions contre Israël.

La Finlande aura 15 sièges au prochain Parlement européen , contre 14 actuellement.

HS

## Politique intérieure

### Les Vrais Finlandais en hausse, le parti populaire suédois à un niveau historiquement bas

Dans le sondage du Helsingin sanomat, l'audience du Parti suédois (RKP) n'a jamais été aussi faible depuis 1991. Le Rkp n'obtient que 3,6 % des voix, contre 4,5 % lors des élections législatives de l'année dernière. Le Rkp n'avait pas de candidat propre aux élections présidentielles.

Le RKP, qui a eu du mal à coopérer avec le gouvernement l'année dernière, est en plein désarroi interne. La présidente Anna-Maja Henriksson se présente aux élections européennes de juin, mais ne décidera de son avenir comme présidente du parti et ministre de l'éducation qu'après les résultats des élections européennes où le RKP espère sauver le seul siège dont il dispose.

L'intensification de l'action des syndicats contre les mesures prises par le gouvernement en matière de travail, n'ébranle pas les principaux partis au pouvoir.

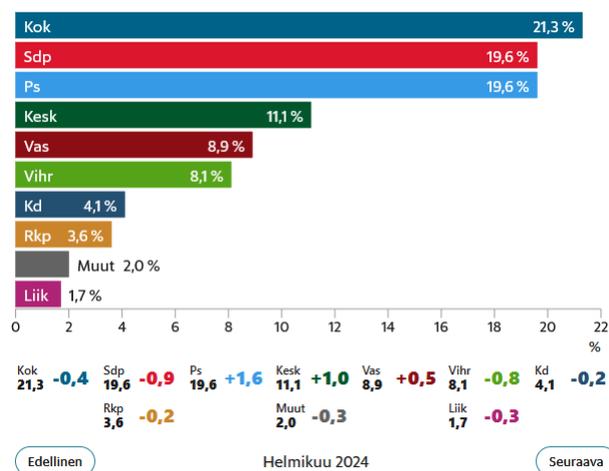
Le parti de la Coalition Nationale reste le parti le plus populaire en Finlande, avec 21 %.

L'audience des Vrais Finlandais a la plus grande augmentation, d'environ un point et demi par rapport à l'enquête précédente. Avec 19,6 %, les Vrais Finlandais font désormais jeu égal avec le principal parti d'opposition, le parti Social-démocrate (Sdp).

Parmi les autres partis d'opposition, le Centre a augmenté d'un point et se situe maintenant à un peu plus de 11 %. Il s'agit du meilleur résultat pour le Centre depuis l'automne 2022.

Le sondage des partis peut encore être quelque peu influencé par l'élection présidentielle. Le candidat du Vrais Finlandais Jussi Halla-aho et le candidat du Centre Olli Rehn ont tous deux obtenu des résultats relativement bons au premier tour.

Toutefois, et malgré le bon résultat de Pekka Haavisto, la popularité des Verts a baissé et l'autre parti d'opposition, l'Alliance des gauches, a de nouveau progressé devant les Verts.



LÄHDE: VERIAN

Les données de l'enquête ont été collectées entre le 15.1 et le 16.2.2024.

2 740 personnes ont été interrogées par téléphone.

HS

### ***Le soutien du Rkp tombe à un niveau historiquement bas – la présidente défend toujours ses décisions controversées***

La présidente du Parti Suédois Rkp estime que la décision de ne pas se porter candidate aux élections présidentielles était la bonne. Elle estime également que le début du printemps n'est pas le bon moment pour que son parti se concentre sur la course à la présidence du parti (qui sera en jeu au congrès de cet été). Elle reconnaît quand même que la communication du parti pourrait être meilleure.

Dans le sondage publié par Helsingin Sanomat mardi, le Rkp est tombé à 3,6 %. Ce chiffre n'a jamais été aussi bas dans l'histoire de l'enquête, qui a débuté en 1991.

"Ce gouvernement de coalition est difficile pour nous. Nous le savions en entrant au gouvernement. Nous devons mieux faire passer notre message à nos principaux partisans sur les raisons pour lesquelles nous sommes au gouvernement et sur ce que nous pouvons y accomplir", a déclaré Henriksson.

À l'automne dernier, le RkP a décidé de ne pas présenter son propre candidat aux élections présidentielles. "Notre principal objectif était d'avoir des candidats qui représentent les valeurs du RkP et qui ont également de l'expérience en matière de politique étrangère. Et il y avait deux candidats de ce type", dit-elle.

La façon dont Henriksson a présenté ses propres projets a également fait l'objet de critiques au sein du RkP. Henriksson a annoncé en janvier qu'elle se présenterait aux élections européennes de juin. Elle a déclaré qu'elle se retirerait de la présidence du parti si elle était élue. Elle ne prendra sa décision qu'une fois le résultat connu. À cause de ça, la course à la présidence du RkP ne peut pas encore commencer.

"Nous devons maintenant nous concentrer sur l'essentiel. Le Rkp aura toujours un président. Nous avons un énorme travail à faire pour conserver un siège au Parlement européen, et nous devons donc travailler tous ensemble".

HS

### ***Sondage auprès des Finlandais : quelles sont les mesures du marché du travail les plus acceptables parmi celles proposées par le gouvernement***

Une enquête menée par l'Institut finlandais de recherche économique Taloustutkimus pour Yle, a demandé aux citoyens quelles étaient les réformes du marché du travail et de la sécurité sociale les plus difficiles et les plus faciles à accepter.

La chose la plus difficile à avaler pour les Finlandais est de transformer le premier jour de congé de maladie en un jour de carence. C'est ce qui se passerait, sauf accord contraire dans la convention collective ou dans le contrat de travail.

La suppression de la majoration pour enfant de l'allocation chômage et la suppression de la possibilité de gagner jusqu'à 300 euros sans dégrèvement de l'allocation chômage, qui entreront en vigueur dès le mois d'avril, est presque aussi difficile. Jusqu'à présent, les chômeurs recevaient un supplément pour enfant de 150 à 285 euros par mois pour les enfants de moins de 18 ans.

Les personnes interrogées ont eu la possibilité de citer une ou deux des réformes qu'ils ont trouvées les plus difficiles.

Faciliter les licenciements pour motif personnel, afin de pouvoir mettre fin au contrat de travail sans motif grave, fait également partie des réformes les plus difficiles à accepter. Actuellement, un motif valable et sérieux est exigé.

63 % des Finlandais se disent mécontents ou très mécontents de la manière dont le gouvernement a géré la réforme du marché du travail. Selon l'enquête, les réformes les plus faciles ou les moins difficiles à accepter pour les Finlandais sont l'augmentation des amendes pour les grèves illégales et la limitation de la durée des manifestations politiques à un jour maximum.

Les personnes interrogées ont dû choisir les options les moins désagréables. Toutefois, on ne peut pas dire que celles-ci soient soutenues. 58 % des Finlandais approuvent les grèves contre les réformes gouvernementales du marché du travail. Le soutien aux grèves politiques est donc assez fort.

La troisième option la plus facile pour les personnes interrogées est d'accepter la diminution par paliers des allocations de chômage liées au revenu.

Le modèle des conventions salariales fixées par les secteurs des exportations ne figure pas parmi les options les plus faciles à accepter. Dans le modèle, le médiateur national ne serait pas autorisé à proposer des augmentations de salaires supérieures à celles de ces secteurs.

Le gouvernement prévoit un ajustement majeur pour équilibrer les finances publiques. En plus des six milliards déjà convenus, le gouvernement décidera de nouvelles économies lors du débat sur le budget de printemps.

Selon un sondage réalisé par Yle, la méthode d'ajustement la plus populaire consiste à combiner des réductions de dépenses et des augmentations d'impôts. Cette solution est soutenue par 47 % des personnes interrogées.

L'enquête commandée par Yle a été réalisée par l'institut finlandais de recherche économique Taloustutkimus Oy. La collecte des données a eu lieu les 15 et 16 février 2024. L'enquête a été réalisée par le biais d'un panel Internet et 1 128 personnes y ont répondu.

Yle

### ***Afflux de demandes d'allocations à la principale caisse de chômage***

Selon la caisse de chômage YTK, le taux de chômage augmente actuellement de façon exceptionnelle. Parmi les membres de la caisse, le taux de chômage s'élève à plus de 8 % pour la première fois depuis mars 2022. Le chômage chez les membres d'YTK a augmenté de 28 % par rapport à décembre pour s'élever à 8,4 %

La caisse compte 530 000 membres, ce qui correspond à 20 % des salariés finlandais.

Rappelons que selon le centre d'études statistiques, le taux d'emploi était de 73,2% en janvier, soit 0,8 point de moins qu'en janvier de l'année précédente.

Le taux de chômage était de 7,7%, soit 0,8 point de plus que l'année précédente.

HS/A25